

dre. Je n'ai pas trop bien suivi, surtout qu'on interprétait les interventions faites en français.

Il nous faut trouver un moyen d'accroître le pouvoir d'achat de nos citoyens. Il y a un million de chômeurs. Qu'est-il arrivé à nos génies? Qu'est-il arrivé à tous ces êtres surinstruits qui détiennent des diplômes de toutes les universités de l'univers? Nous connaissons à la fois l'inflation et le chômage. Voilà un problème qu'ils doivent chercher à résoudre.

Pour le député de York-Simcoe, c'est le parti libéral qui est responsable. Son parti ne s'est cependant pas conduit différemment quand il était au pouvoir. Je regrette de ne pas avoir devant moi les chiffres concernant la masse monétaire du temps des conservateurs. Ils ont même forcé le gouverneur de la Banque du Canada à démissionner parce qu'il ne voulait pas accroître la masse monétaire suffisamment vite. Comment peut-on tenir la masse monétaire responsable de tous les maux de la terre? C'est comme si le prix du pétrole n'avait pas subi une hausse de 400 p. 100, comme si celui des marchandises n'avait pas augmenté. L'inflation de ces quelques dernières années peut être la conséquence de bien des facteurs sauf de l'accroissement de la masse monétaire. Il fallait bien faire marcher la planche à billets pour faire face à l'augmentation des coûts. Le gouvernement et l'opposition officielle rabâchent sans cesse que l'accroissement de la masse monétaire est la cause de bien des maux et qu'en augmentant le pouvoir d'achat des citoyens on mène la société à la faillite. Ce n'est tout simplement pas vrai. L'année dernière, le gouvernement n'a pas augmenté le pouvoir d'achat ni la masse monétaire. A-t-il vraiment amélioré la situation de l'emploi? Est-ce que les gens trouvent des emplois parce qu'on n'a pas augmenté la masse monétaire? La situation est pire que jamais. Souvent, le député de York-Simcoe déclare qu'il faudrait accroître les investissements. C'est ce que nous avons fait sans cesse, mais en vain. Bien souvent, en augmentant les investissements, on augmente aussi le nombre de chômeurs. Par conséquent, là n'est pas la solution du problème. Certaines usines ne fonctionnent pas à pleine capacité, on y emploie seulement 82 p. 100 de l'effectif normal. Pourquoi donc augmenter les investissements?

Par le biais du bill sur l'impôt, le gouvernement permet aux personnes ayant des revenus élevés d'épargner plus. Il y a plusieurs raisons pour s'opposer à cet état de chose. Quand on offre ce genre d'avantage aux riches, on oblige les gens qui ont besoin d'un plus grand pouvoir d'achat et qui l'utiliseraient pour relancer l'économie à payer plus d'impôts. On ne peut pas parler d'évitement fiscal quand un groupe peut épargner de l'impôt mais qu'un autre doit acquitter la différence. Si on offre des avantages qui profitent le plus aux riches, automatiquement ce sont les autres qui vont en faire les frais, d'une façon ou d'une autre: taxe de vente, impôt sur le revenu, réduction d'impôt qui aurait été possible mais qu'on n'a pas accordée, que sais-je encore? Mais de toute façon il faudra bien qu'ils compensent.

● (1650)

Pour sortir du pot au noir dans lequel nous nous trouvons il n'y a qu'une façon, c'est d'augmenter le pouvoir d'achat des moins favorisés. Monsieur l'Orateur, notre société a atteint une sorte de plafond. La société canadienne et non seulement elle mais la société occidentale en général se trouvent dans une situation sérieuse. Si l'on jette un coup d'œil autour de soi, on

Dettes gouvernementales

constate que les personnes à revenu moyen ou élevé accumulent l'épargne à une cadence inconnue jusqu'ici dans l'histoire. Ce n'est pas l'épargne qui manque. Nous en sommes même peut-être arrivés à une saturation telle de la consommation, que les personnes à revenus moyens et supérieurs n'ont plus besoin de rien acheter. Elles ont déjà presque tout ce qu'elles peuvent désirer. Même en faisant abstraction de l'importance morale d'une redistribution équitable du revenu, il faut augmenter le pouvoir d'achat des revenus les moins élevés pour activer la consommation et relancer l'économie. Sinon, on ne trouvera jamais plus de travail pour les sans-emploi.

Les revenus moyens et supérieurs créent un volume phénoménal d'épargne. Il y a comme une sorte de course à l'épargne. Normalement on peut dire que l'épargne est une bonne chose, et je pense qu'en général c'est vrai. Mais il n'est pas impossible que ce qui est une vertu au plan individuel soit une cause de ruine collective. Si tout un pays épargne au lieu de redistribuer ses revenus, où va l'emploi? Voilà justement de quoi il retourne dans une motion comme celle qui est à l'étude. On peut discuter sur les façons de procéder, se demander s'il faut consentir des prêts sans intérêts; en tout cas, l'idée est là et n'a jamais reçu de réponse.

Il y a longtemps que l'on rit du mouvement du Crédit social, surtout chez les doctes libéraux et conservateurs. Quand le ministre et le porte-parole officiel du parti conservateur ont parlé, on aurait cru qu'ils répétaient en vue des prochaines élections au Québec. On aurait dit qu'ils se préparaient à foncer sur les fiefs créditistes en fourbissant leurs arguments. Non, nous disaient-ils, ne votez pas pour ces pauvres types qui parlent de choses qu'ils ne connaissent pas, votez pour nous qui savons gérer l'économie. Vous voulez un million de chômeurs? Les voilà! Mais ne votez pas pour eux. Ils se préparent déjà pour les prochaines élections fédérales. Mais cette idée persiste.

La théorie du Crédit social présente beaucoup de failles, mais je n'ai pas le temps aujourd'hui de les aborder. Elle est bien imparfaite, sinon je serais créditiste. Je crois qu'elle pose des problèmes. Mais personne n'a encore réussi à dire pourquoi cette idée persiste. Si elle était foncièrement fautive, si elle était indéfendable, il est certain que les personnes qui votent pour le Crédit social ou pour les créditistes au Québec l'auraient rejetée. Ce ne sont pas des fous. Même sans être diplômés en économie, les candidats du Crédit social ou leurs électeurs savent d'instinct qu'il y a quelque chose qui cloche dans les théories sophistiquées des vieux partis. Personne donc n'a réussi à trouver une réponse à ce grand paradoxe: pauvreté au milieu de l'abondance et chômage alors qu'il y a tant à faire. La motion porte sur ce paradoxe et, à cet égard, les points de vue exprimés méritent respect et attention.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur le président, après l'exposé très clair de mon honorable collègue de Bellechasse (M. Lambert), je ne m'attarderai pas sur les moyens que le gouvernement devrait prendre aujourd'hui, en vue de stopper la montée vertigineuse de l'endettement public qui mènera le Canada directement à sa ruine.